

COMMISSION PERMANENTE DE CONTROLE
LINGUISTIQUE

Commission siégeant sections réunies séance du 19 juin 1997

PRESENTS:

Madame A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS, Président

**Section française: Monsieur BERTOUILLE, vice-président;
Madame SOUGNE et monsieur CHERUY, membres effectifs;**

**Section néerlandaise: Monsieur VAN EECKAUTE, vice-président;
Messieurs BOES et MEEUS, membres effectifs;
Madame OP DE BEECK, membre suppléant;**

**Secrétaires: Monsieur BUSINE, directeur d'administration;
Monsieur VAN SANTEN, directeur d'administration-adjoint bilingue.**

29.170/I/P/RC
KB

Par lettre du 3 juin 1997, le Ministre de la Défense Nationale a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) au sujet d'un projet d'arrêté royal déterminant les grades qui constituent un même degré de la hiérarchie et fixant les cadres linguistiques de l'Institut Géographique National (I.G.N.).

Sur la base des articles 60, § 1 et 61, §§ 2 et 5 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnés le 18 juillet 1966 (L.L.C.), la C.P.C.L., siégeant sections réunies, a examiné ce projet en sa séance du 19 juin 1997 et a émis l'avis suivant.

*

*

*

I. Projet de degrés.

Le Ministre propose de déterminer les divers grades constituant un même degré de la hiérarchie de la façon suivante.

1er degré:	Administrateur général; Administrateur général adjoint;
2ème degré:	Conseiller; Géographe-directeur; Ingénieur industriel-directeur;
3ème degré:	Informaticien; Géographe; Conseiller adjoint; Ingénieur industriel; Traducteur-réviseur;
4ème degré:	Cartographe ou cartographe principal; Assistant social ou assistant social principal; Analyste de programmation; Programmeur; Comptable ou comptable principal; Géomètre expert immobilier ou géomètre-expert immobilier principal; Secrétaire de direction ou secrétaire de direction principal;
5ème degré:	Chef administratif; Assistant administratif; Chef technicien; Technicien;
6ème degré:	Chef-opérateur-mécanographe; Opérateur-mécanographe; Commis; Chef d'atelier; Ouvrier spécialiste;
7ème degré:	Agent administratif; Ouvrier qualifié.

Les organisations syndicales ont été consultées conformément à l'article 54, alinéa 2, des lois linguistiques en matière administrative.

La C.P.C.L. émet un avis favorable au projet du ministre.

II. Projet de cadres linguistiques

Le Ministre propose de répartir comme suit entre les cadres linguistiques les emplois du cadre organique.

1° cadre fixe

Degrés de la hiérarchie	Cadre N	Cadre F	Bilingue N	Bilingue F
1	1	1		
2	3	3	1	1
3	18	19		
4	61	61		
5	19	18		
6	16	16		
7	1	1		

2° Cadre en extinction

Degrés de la hiérarchie	Cadre N	Cadre F
3	1	2
4	1	
5	3	1
6	11	11
7	3	4

Les organisations syndicales reconnues ont été consultées.

*

* *

Analyse du projet

I. Emplois d'un degré égal ou supérieur au grade de directeur

La C.P.C.L. émet un avis favorable à la répartition proposée qui est conforme aux prescrits de l'article 43, § 3, alinéas 1 et 2, tant en ce qui concerne l'égalité numérique que le nombre d'emplois bilingues.

II. Emplois d'un grade inférieur à celui de directeur

Dans la proposition du Ministre, les emplois des degrés 3 à 7, sont répartis selon les mêmes proportions que les cadres linguistiques existants.

Il résulte de renseignements communiqués par le Ministre, qu'aucun changement n'est intervenu dans le volume des affaires traitées en français et en néerlandais à l'Institut Géographique National depuis l'examen du projet de cadres linguistiques précédents par la C.P.C.L. (avis n° 27.182 du 16 novembre 1995).

Des renseignements communiqués par le Ministre à l'époque, il ressortait qu'en raison de la plus grande superficie de la région wallonne, un plus grand nombre de cartes se rapportaient à ladite région.

Le nombre de points géodésiques pour le nivellement en triangulation et la gravimétrie du réseau géodésique était sensiblement égal en Flandre et en Wallonie.

L'exécution desdites activités requerrait des contacts personnels multiples avec les administrations communales et la population locale. Or la région flamande compte un plus grand nombre d'habitants, ce qui entraînait un plus grand nombre de contacts avec les communes et avec le public.

Les facteurs précités se compensant mutuellement, la C.P.C.L. estimait qu'une répartition paritaire des emplois était justifiée.

La C.P.C.L. attire l'attention du Ministre sur le fait que la proportion 50% F - 50% N n'est pas respectée aux degrés 3 et 5.

Mais vu le volume de travail à l'I.G.N. elle émet néanmoins un avis favorable à la répartition proposée.

Elle est d'avis que cette répartition permet, en effet, à celui-ci de traiter les affaires qui lui sont soumises d'une manière correcte dans le respect des articles 39 à 42 des L.L.C.

Le présent avis est notifié au Ministre de la Défense Nationale qui, conformément à l'article 61, § 3, 2ème alinéa des L.L.C. est invité à communiquer à la C.P.C.L. la suite qu'il lui réservera.

Fait à Bruxelles, le 19 juin 1997.

Les Secrétaires,

Le Président,

J.M. Busine Th. VAN SANTEN

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS